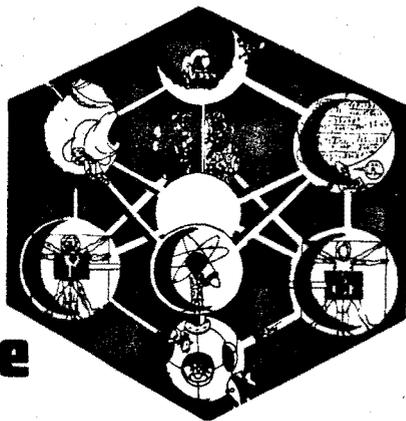


# Bulletin de la Recherche Scientifique



**BULLETIN MENSUEL,**  
édité par le  
**Syndicat National des travailleurs  
de la Recherche Scientifique-CGT-**

10, RUE DE SOLFERINO - 75341 PARIS CEDEX 07



N° 179-AVRIL-MAI 1977

## ingénieurs, techniciens, administratifs ouvriers, personnels de service et de cantine, hors statut, du CNRS et de l'INSERM **TOUS DANS L'ACTION !**

### I) LES TRAVAILLEURS CONDAMNENT LE PLAN BARRE

Telle est, en substance, la signification profonde des résultats des dernières élections municipales. L'importante poussée de la gauche, constituent une réponse cinglante à la politique d'austérité mise en oeuvre successivement par MM. CHIRAC et BARRE, sous la conduite de M. GISCARD D'ESTAING. Les travailleurs ont su prolongé par leur vote, leur action syndicale, témoignant ainsi de leur refus de subir les conséquences néfastes de l'austérité.

Une situation politique nouvelle a été créée, elle rapproche l'heure des changements fondamentaux - la puissance et la tonalité du 1<sup>er</sup> Mai 1977 l'ont confirmé avec éclat - celle de l'application du Programme Commun de la gauche, que soutient le SNTRS-CGT avec toutes les organisations de la C.G.T.

LA BALLE EST DONC DANS LE CAMP DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT.

COMME N'A CESSÉ DE LE DECLARER LA C.G.T. : "il appartient au gouvernement et au patronat de choisir: ou bien la négociation et la recherche de compromis acceptables avec les syndicats, ou bien le maintien de l'autoritarisme qui bloque tout, qui stérilise les relations sociales et engendre les conflits. Prêts pour la négociation, mais aussi pour l'action si on nous y oblige.

### II) UNE SITUATION NOUVELLE FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT DES LUTTES

Les résultats positifs des élections municipales n'ont suspendu ni les rigueurs du plan Barre ni les raisons fondamentales qu'ont les travailleurs de lutter pour le mettre en échec. Ils constituent, au contraire un nouveau tremplin au développement de l'action des personnels du CNRS, de l'INSERM et assimilés non seulement pour imposer des reculs sur les revendications immédiates mais aussi pour créer toutes les conditions permettant les changements fondamentaux contenus dans le programme commun de la gauche.

En témoignent les actions menées dans la dernière période, qu'il s'agisse de celles propres à notre secteur, de celles plus générales : le 21 Avril contre les attaques portées par le pouvoir à la

Sécurité Sociale ~~ou~~ avec l'ensemble des travailleurs du secteur public et nationalisé le 28 Avril dernier et lors des manifestations du 1er Mai. Quant aux succès, les acquis des sidérurgistes lorrains, des dockers de Dunkerque, des ébueurs parisiens, témoignent qu'ils sont possibles. Les travailleurs ont du même coup condamné sans appel l'attitude des responsables de la FEN et de FO qui tentent de faire croire aux travailleurs qu'il serait possible de faire reculer l'état patron, sans la pression de l'action.

## L'ACTION... L'ACTION... L'ACTION... L'ACTION..

### III) ACTION AU NIVEAU DU C.N.R.S., DE L'I.N.S.E.R.M.

● A partir des revendications des différentes catégories notamment :

LES ADMINISTRATIFS : pour contraindre la direction à poursuivre la négociation notamment pour l'obtention dans un premier temps de la prime de participation à la recherche des techniciens

LES PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE : pour obtenir les moyens nécessaires au reclassement, à la date de sortie du texte, de tous les agents dont la qualification aura été reconnue par la commission paritaire, sans discrimination.

LES INGENIEURS : pour obtenir sans tarder que la direction fasse le nécessaire concernant l'application aux agents du CNRS du deuxième volet de la réforme du A applicable dans la fonction publique au 1/8/77 prochain, ainsi que la prise en compte de l'ensemble des problèmes liés à leur déclassement.

LES HORS STATUT : pour obtenir notamment une intégration immédiate correspondant à la qualification réelle des intéressés et l'extention de cette intégration aux agents sur contrat DRME et association type loi 1901.

A partir des revendications communes à toutes les catégories, concernant

- l'obtention de la prime à 20 % pour tous, qui constituerait immédiatement une amélioration sensible du pouvoir d'achat de chacun, permettant du même coup, une correction partielle du déclassement dont ils sont victimes et supprimerait en partie les discriminations injustes entre les différentes catégories.
- la carrière pour obtenir :
  - la reconnaissance et la revalorisation de toutes les qualifications
  - la suppression des catégories 9-8-7B et 6D et 6Dbis
  - l'accroissement de l'amplitude des catégories
  - la modification du calcul des possibilités d'avancement
  - la nomination de tous les agents inscrits sur liste d'aptitude
- la défense de l'emploi c'est tout d'abord :
  - l'intégration, immédiate, à leur juste niveau, des hors statut
  - la titularisation de l'ensemble des personnels, contractuels, hors statut, vacataires, tous non titulaires, et donc privés d'une véritable sécurité d'emploi
  - c'est aussi la lutte contre l'insuffisance des crédits et des postes qui constitue un des éléments essentiels de la dégradation de la recherche scientifique, touchant ainsi très directement aux conditions de travail des personnels (surcharge de travail, travail plus complexe sous rémunéré, sans contre partie de promotion ou de salaire, mutations autoritaires lors de restructuration de service, allongement de la liste des agents sur article 46, déqualification etc..)

### IV) LA BATAILLE BUDGETAIRE : OBJECTIF DE LUTTE COMMUN A TOUTES LES CATEGORIES

La politique du pouvoir actuel, se concrétise en ce moment dans la préparation budgétaire.

Des informations, en notre possession, relatives à la préparation du budget 78, font état d'une diminution de 15 % en francs courants (30 % compte tenu de l'inflation) des moyens consacrés à la recherche.

La situation est si grave que Mr CHABBAL Directeur Général du CNRS, lui-même, s'est déclaré inquiet de la dégradation de ces moyens, à la suite de l'intervention du représentant du SNTRS-CGT, au Conseil d'Administration du CNRS du 30 Mars 1977.

C'est à l'unanimité que le Conseil Scientifique de l'IN2P3 a lancé un appel solennel, en refusant les propositions de budget pour 1978. Le Conseil Scientifique de l'INAG faisant de même. De son côté, le Conseil Scientifique de l'INSERM, à l'unanimité, s'est adressé au 1er Ministre pour lui demander une entrevue afin de lui exprimer ses inquiétudes sur les graves menaces qui pèsent sur la recherche médicale.

Dans les universités, la situation est telle que nombre d'entre elles ne pourront boucler leur budget 1977, certaines étant déjà en état de cessation de paiement sans parler des postes nécessaires au bon fonctionnement du service public.

Cette situation universitaire catastrophique a conduit 150 personnalités universitaires, à lancer un véritable cri d'alarme à l'opinion publique.

Chacun comprend mieux, qu'il ne saurait être question d'attendre les échéances électorales, qu'il faut sans attendre, avec le SNTRS-CGT, engager l'action pour obtenir les moyens budgétaires permettant d'assurer à la fois un bon fonctionnement des laboratoires, services et la satisfaction des revendications des personnels.

## V) LES PROPOSITIONS D'ACTION DU SNTRS-CGT

Dès la mi-mars 1977, le SNTRS-CGT a fait des propositions d'action aux autres organisations syndicales, qu'il a depuis complétées et enrichies. Pour le SNTRS-CGT, la tenue du conseil d'administration du CNRS du 30 mars devait constituer le point de départ d'une nouvelle et vaste campagne d'information, de mobilisation et d'action des personnels, intégrant les revendications spécifiques à notre secteur et celles plus générales à l'ensemble des travailleurs.

### A L'INITIATIVE DU S.N.T.R.S.-CGT :

#### ● DES ACTIONS ONT DEJA EU LIEU

- ° COMME CELLE DU 30 MARS DES PERSONNELS OUVRIERS, SOCIAUX ET DE CANTINE, COMME CELLE DU 31 MARS POUR L'ACTION SOCIALE, QUI A CONDUIT LA DIRECTION DU CNRS A CERTAINS RECLS
- ° COMME LA JOURNEE D'ACTION DU JEUDI 12 MAI, pour protester :  
contre le blocage des carrières, le refus des directions du CNRS et de l'INSERM d'engager de véritables négociations assurant une carrière minimale pour tous

#### ● D'AUTRES VONT SE DEVELOPPER

- ° Le 14 JUIN, AVEC LE RALLYE DE LA RECHERCHE SACRIFIEE

Ce rallye devrait être l'occasion de montrer spectaculairement au gouvernement, aux ministères de tutelle, aux directions d'organismes, que les personnels de la recherche ne laisseront pas détruire ce qui est leur outil de travail, de permettre la sensibilisation de l'opinion publique sur la situation de la recherche et de ses personnels, mais aussi sur le rôle qu'elle devrait jouer dans la vie nationale, celui d'assurer la satisfaction des besoins économiques, sociaux et culturels de la population.

|| I.T.A. DU CNRS, DE L'INSERM ET ASSIMILES EN AGISSANT MASSIVEMENT AVEC LE  
|| SNTRS-CGT, VOUS CONTRIBUEREZ EFFICACEMENT AU RENFORCEMENT DE L'UNITE D'ACTION.

#### ● ACTION AVEC L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS

- ° Au plan de la Fonction Publique

Le résultat de la réunion du 29 avril avec le secrétaire d'Etat à la Fonction Publique a confirmé l'analyse de l'Union Générale des fédérations de fonctionnaires-CGT, puisque l'ensemble des organisations syndicales ont repoussé unanimement les propositions gouvernementales.

Ces propositions qui étaient tellement grotesques (la clause de sauvegarde s'appliquant que dans le cas où l'augmentation de la masse salariale est égale ou inférieure à 0 !) que l'ensemble des organisations syndicales les ont repoussées.

En définitive l'augmentation des salaires pour ce semestre est de 1% décision autoritaire prise en conseil des ministres, la hausse des prix ayant été de 2,3 % selon l'indice de la CGT pour le 1er trimestre.

C'EST UNE NOUVELLE ET GRAVE DETERIORATION DE NOTRE POUVOIR D'ACHAT.

## VI) VERS DE NOUVELLES LUTTES

Devant la persistance du gouvernement et du patronat à refuser dans les faits de véritables négociations en maintenant leur politique autoritaire et intransigeante qui bloque tout, il ne reste pas d'autre alternative aux TRAVAILLEURS QUE L'ACTION.

C'est d'autant plus nécessaire que la politique GISCARD-BARRE se poursuit.

Relayant l'ampleur des manifestations du 1er Mai, le développement des luttes dans de nombreux secteurs comme la sidérurgie, le secteur public et nationalisé, UNE ACTION DE GRANDE AMPLEUR DE L'ENSEMBLE TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC ET PRIVE S'IMPOSAIT.

La CGT, a fait des propositions, en ce sens, aux autres confédérations. La CFDT a donné immédiatement son accord. La direction de la FEN qui avait refusé de s'associer à la grève du 28 Avril 1977 s'est finalement prononcée pour une "initiative d'envergure nationale". La direction de FO donnait son accord **3**  
le 10 Mai à l'occasion de son congrès,

En définitive, l'ensemble des travailleurs sont appelés à :

UNE GREVE NATIONALE DE 24 HEURES  
DES SECTEURS PUBLIC, NATIONALISE,  
PRIVE → LE 24 MAI.

A l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN, et de FO.

INGENIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS, OUVRIERS, PERSONNELS DE SERVICE ET DE CANTINE,  
HORS STATUT DU CNRS, DE L'INSERM ET ASSIMILES ONT TOUTES LES RAISONS D'ETRE MASSIVEMENT  
DANS CETTE GREVE :

- pour leurs propres revendications
- pour la défense de leur pouvoir d'achat
- pour la défense de leur emploi et de leur outil de travail
- contre les nouvelles attaques portées contre la sécurité sociale
- pour la défense des libertés, en particulier syndicales

**TOUS EN GREVE le 24 MAI**

VII) TOUS LES PERSONNELS DU C.N.R.S., DE L'I.N.S.E.R.M. ET ASSIMILES  
ONT LEUR PLACE AU S.N.T.R.S. - C G T

C'est leur intérêt premier

Celui qui fait qu'aujourd'hui, un travailleur inorganisé, seul, est désarmé pour assurer la défense de ses intérêts et de ses revendications. Il n'est que de constater, que les meilleures conditions de salaires et de travail, les droits sociaux les plus avantageux se retrouvent dans les entreprises où les travailleurs syndiqués sont nombreux.

Parce qu'au-delà des différences d'opinions politiques ou de croyances religieuses ou philosophiques, les travailleurs, ayant en commun, leurs intérêts de salariés, peuvent et doivent se rassembler dans l'organisation syndicale. Le syndicat n'existe que pour cela. Tous les travailleurs ont leur place à la C.G.T.

● PREMIERE ORGANISATION SYNDICALE AU CNRS ET A L'INSERM, 1e SNTRS-CGT, EST LE SEUL SYNDICAT D'INGENIEURS, DE TECHNICIENS, D'ADMINISTRATIFS, D'OUVRIERS, DES PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE, DE HORS STATUT A LUTTER A LA FOIS :

- POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS DE TOUTES LES CATEGORIES
- POUR UNE RECHERCHE ASSURANT LA SATISFACTION DES BESOINS ECONOMIQUES SOCIAUX ET CULTURELS DE LA POPULATION
- POUR LA VICTOIRE ET L'APPLICATION COMPLETE DU PROGRAMME COMMUN

TOUTES ET TOUS → DANS L'ACTION AVEC LA C.G.T.  
AU SEIN DU S.N.T.R.S. - CGT

BULLETIN D'ADHESION

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse personnelle : .....

Lieu de travail : .....

Bulletin à remettre à un militant connu de vous, ou à renvoyer  
au SNTRS-CGT - 10 rue de Solferino 75341 PARIS CEDEX 07